

Ont contribué à ce numéro



D.R.

Sandrine ANSTETT

est diplômée en sciences de gestion. Elle a débuté sa carrière à l'Université de Nancy, avant de rejoindre un cabinet de conseil spécialisé en management et gestion de la qualité à Strasbourg. À partir de 2004, elle a occupé des postes en lien avec les mutations économiques au sein du conseil régional de

Bourgogne, à Dijon. En 2011, elle a intégré la DATAR, occupant un poste de chargée de mission Mutations économiques et étant positionnée auprès du préfet de la région Lorraine.

Nommée commissaire aux redressements productifs pour la Lorraine en septembre 2012, par Arnaud Montebourg, elle a occupé ce poste pendant huit ans. Depuis décembre 2020, elle exerce la fonction de commissaire à la reconversion économique du territoire de Fessenheim, sous l'autorité de la préfète de la région Grand Est et en lien étroit avec le préfet du Haut-Rhin et le délégué interministériel à l'accompagnement des territoires en transition énergétique.



D.R.

Philippe BERNA

a été nommé en tant que Médiateur de la filière aéronautique et spatiale lors du conseil d'administration du GIFAS du 1^{er} octobre 2020. Il a succédé à Jean-Pierre Salaün, qui était Médiateur de la filière depuis 2014.

Il est, depuis 2014, responsable du pôle Innovation et numérique auprès du

Médiateur des entreprises au ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique. Il y est également Médiateur national délégué.

Il a débuté sa carrière professionnelle au sein d'Alcatel Défense, qui sera ensuite intégré au groupe Thales (Thales Avionique et Thales Communications). En 1991, il a créé la société Qualiience, société d'expertise dans les systèmes complexes à base de logiciels embarqués. De 2003 à 2014, il a été président de la société Kayentis, dont il est le fondateur. Cette société est spécialisée dans l'édition de solutions logicielles d'écriture numérique à base de papiers communicants. Par ailleurs, Philippe Berna est président d'honneur du Comité Richelieu.



D.R.

Hélène BOURBOULOUX

est administrateur judiciaire au sein de l'étude FHBX. Diplômée d'HEC, elle a développé une expertise dans la restructuration financière de groupes sous LBO, dans la sécurisation de *spin-off* de filiales de grands groupes et dans les dossiers d'envergure supranationale. Forte de plus de vingt ans d'expé-

rience, elle a piloté plus de 2 000 mandats de procédures collectives, de procédures amiables en prévention de l'insolvabilité, et d'administration provisoire en matière commerciale et civile, en développant au sein de FHBX des pôles d'expertise pour accompagner les restructurations sociales, opérationnelles, immobilières et financières.

En treize ans, elle a œuvré à la restructuration de plus de 70 Mds€ de dettes pour des entreprises employant au total près de 500 000 salariés et correspondant à un chiffre d'affaires global de 80 Mds€.



D.R.

Guillaume CADIOU

est délégué interministériel aux restructurations d'entreprises depuis octobre 2020. Il a commencé sa carrière à la direction du Budget, avant de la poursuivre à la Caisse des dépôts et consignations. En 2009, il a été nommé directeur adjoint du cabinet de Patrick Devedjian, ministre auprès du Premier ministre chargé de la

mise en œuvre du Plan de relance. En 2011, il a rejoint le groupe Imerys, où il a été directeur de la stratégie et du développement, puis directeur général de filiale opérationnelle. En 2017, il a été nommé président du directoire de la société de services financiers Kepler Cheuvreux.



D.R.

Serge CATOIRE

est ingénieur général des Mines. Il travaille depuis ses débuts professionnels sur des sujets industriels et internationaux : tout d'abord, au sein de l'administration, en particulier en tant que conseiller technique au sein du cabinet de Hubert Curien, ministre de la Recherche et de la Technologie, puis

dans l'industrie aéronautique et spatiale. Entre autres fonctions, il a été directeur technique et industriel du groupe Aérospatiale, directeur général

d'Aérospatiale Missiles, puis PDG de Reims Aerospace. En 2012, il rejoint le ministère chargé de l'Économie et des Finances pour exercer au sein du conseil général de l'Économie, dont il préside le comité de l'inspection. Il est également le référent Économie du conseil. À ce titre, il participe régulièrement à des missions portant notamment sur des sujets liés à l'économie d'entreprise.

Christophe DELFELD

est actuellement directeur RSE et parties prenantes chez GRTgaz, leader français du transport de gaz. Dans le cadre de ses responsabilités, il a eu l'opportunité de conduire des projets structurants pour la transformation de l'entreprise et de ses relations avec son écosystème, notamment à travers la définition d'une « raison d'être », reliant la finalité de l'entreprise à l'enjeu du changement climatique et à ses relations avec ses parties prenantes, ainsi qu'à la traduction de celle-ci au sein d'un nouveau plan stratégique d'entreprise et d'une nouvelle politique RSE. Passionné par la transition énergétique, les enjeux de transformation et les relations avec les parties prenantes, il a occupé différents postes au sein du groupe (RH et organisation, Marketing et direction commerciale, stratégie, RSE et relations parties prenantes), en France et en Europe.



D.R.

Carole DELGA,

après des études universitaires à Toulouse et à Montpellier, intègre la fonction publique territoriale.

En 1994, elle est attachée territoriale chargée du patrimoine historique et archéologique de la ville de Limoges.

En 1998, elle devient directrice générale des services du Syndicat des eaux Barousse,

Comminges-Save. Puis, en 2005, elle est nommée directrice adjointe de l'aménagement du territoire de la région Midi-Pyrénées et, en 2007, elle est chargée de mission auprès du directeur général adjoint chargé du pôle Aménagement du territoire, développement économique et développement durable de la région Midi-Pyrénées.

En 2008 et 2014, elle est élue maire de Martres-Tolosane, dont elle est toujours conseillère municipale. En 2010, elle devient vice-présidente de la région Midi-Pyrénées, en charge de la ruralité, des services au public et des technologies de l'information et de la communication.

En 2012, elle est élue députée du Comminges-Savès (8^e circonscription de Haute-Garonne).

De juin 2014 à juin 2015, elle intègre le gouvernement comme secrétaire d'État déléguée au Commerce, à l'Artisanat, à la Consommation et à l'Économie sociale et solidaire.

Le 4 janvier 2016, elle est élue présidente de la région Occitanie-Pyrénées-Méditerranée. Elle est réélue le 2 juillet 2021.

Elle exerce la présidence de Régions de France depuis le 9 juillet 2021.



D.R.

Philippe DRUON

est à la tête de l'équipe Restructurations et procédures collectives de Hogan Lovells.

Ce cabinet est un des leaders du marché français du restructuring. Fort de plus de vingt-cinq ans d'expérience, il est classé par Chambers en Band 1 depuis plus de quinze ans.

L'équipe de Paris qu'il dirige est classée Tier 1 par Legal 500 EMEA 2020. Il conseille des clients français et étrangers en matière de gestion de crise et de restructuration financière ou opérationnelle, et ce tant dans un cadre amiable que judiciaire.

Au nombre des dossiers qu'il a eu à traiter, peuvent notamment être cités : Air Liberté, Swiss Air, Eurotunnel, Cœur Défense, Mory Team, Banque Lehman Brothers, General Motors France, SNCM, Autodistribution, SGD, Vivarte, Bourbon ou encore AccorInvest. Il intervient dans des secteurs très variés, tels que les transports, la logistique, l'énergie, la chimie, les technologies de l'information, les services financiers ou la distribution. Il accompagne des sociétés qu'elles soient cotées ou non cotées dans le cadre de l'acquisition ou de la cession de sociétés en situation de distressed.



D.R.

Patrice DUCEAU

a fait toute sa carrière au sein de l'entreprise familiale qu'il a gérée pendant plus de trente-cinq ans avec son épouse. Il s'agit d'une PME de 15 salariés spécialisée dans la réparation et le commerce automobile pour PSA.

Il s'est engagé très tôt dans la vie militante de sa branche professionnelle et a

pris la responsabilité du réseau régional des agents de marques. Il a ensuite assumé pendant onze ans la présidence de la commission des marchés et des appels d'offres de la CCI du Loir-et-Cher. En 2005, il devient président de la CPME 41, avant de prendre la présidence régionale de cette confédération pendant douze ans. Il a également été élu dans sa commune pendant onze ans, en qualité de maire adjoint en charge du développement économique. Au CESER de la région Centre-Val de Loire, il exerce depuis 2011 la fonction de rapporteur général de la conjoncture.

Il a occupé la fonction de juge consulaire au tribunal de commerce de Blois de 2004 à 2008, période au cours de laquelle il a nourri sa réflexion portant sur la mise en place des futurs GPA. Avec le soutien d'Emmanuel Lemaux, alors CRP de la région Centre-Val de Loire, il a assuré le déploiement du réseau des GPA dans cette région, de 2016 à 2020, et a contribué à l'essaimage de cette initiative à l'échelle du territoire national. Il est président régional du réseau des GPA pour le Centre-Val de Loire et se consacre désormais à achever le développement du réseau au niveau national.

En 2014, il a été nommé chevalier de l'ordre national du Mérite.



D.R.

Le cabinet **EIGHT ADVISORY**, dont **Cédric COLAERT**, **Shafik HOSNI**, **Édouard DUTHEIL** et **Antoine LEBOUCHER** sont associés et Senior Manager, est un cabinet de conseil indépendant, spécialisé en conseil financier, opérationnel et stratégique et disposant d'une expérience de vingt ans en restructuring en moyenne. Le pôle Restructuring dédié aux entreprises en difficulté est leader sur son marché, avec une équipe dédiée de près de 100 collaborateurs en France (à Paris, Lyon, Nantes et Marseille) et également en Europe.



D.R.

Cédric GARCIN

a débuté sa carrière au ministère chargé des Finances en 2011. Après quatre années à l'Inspection générale des Finances, où il a réalisé des missions d'audit et de conseil dans le secteur public, il rejoint l'Agence des participations de l'État. Tout d'abord chargé de participations Énergie et santé, il est ensuite nommé directeur de participations adjoint en

charge des transports. Entre 2020 et 2021, il occupe les fonctions de conseiller Entreprises, espace et participations de l'État au sein du cabinet du ministre de l'Économie et des Finances, puis est nommé Secrétaire général du CIRI. Depuis septembre 2022, il est chef du Service économique de New York.

Il est inspecteur des Finances. Ancien élève de l'ENA, il est diplômé de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence et est titulaire d'un master 2 de droit public de la Sorbonne Paris 1.



D.R.

Nicolas de GERMAY

est associé fondateur d'Alandia Industries.

Il justifie de plus de vingt-cinq ans d'expérience en matière de restructuration financière et opérationnelle, d'abord en tant que conseil et, depuis 2010, en tant qu'investisseur. En 1995, il a fondé la boutique de conseil en restructuration Arnis Gestion, qu'il a reven-

due successivement à KPMG et à Kroll. Il a ensuite fondé, en 2010, Alandia Industries, un acteur majeur de l'investissement en retournement.

Au cours de sa carrière, il a participé à plus de 150 redressements financiers et/ou opérationnels, en France, mais aussi en Europe et au Moyen-Orient. Il a occupé plusieurs postes de direction opérationnelle et a été membre de nombreux conseils d'administration, notamment pour British Telecom (Global Services Senior Advisory Board – Royaume-Uni) ou l'OCP, l'Office chérifien des phosphates (International Senior Advisory Board – Maroc).

Il est le fondateur et le président d'honneur de l'ARE, l'association française des professionnels du retournement, et a participé à travers elle aux récentes réformes du droit des procédures collectives. Il est également le fondateur et le président de l'AIR, l'association française des investisseurs en retournement.

Il est diplômé de Sciences Po Paris et est titulaire d'un DESS de finance de l'Université Dauphine.

Il est chevalier de l'ordre national du Mérite et de la Légion d'honneur.



D.R.

Valérie GUERN

est titulaire d'un DEA en économie. Elle a intégré les services du ministère du Travail en 1991. Elle a occupé différentes fonctions relatives à la mise en œuvre et au pilotage des politiques publiques d'emploi et d'insertion professionnelle au sein des services déconcentrés d'Île-de-France. En 2015,

elle a rejoint les services de la délégation générale à l'Emploi et à la Formation professionnelle (DGEFP), au sein de laquelle elle travaille sur le champ des mutations économiques et des restructurations d'entreprises. Elle est, depuis août 2019, cheffe de la mission Anticipation et accompagnement des plans de sauvegarde de l'emploi.



D.R.

Jean-Baptiste GUEUSQUIN

est directeur national du programme « Territoires d'industrie » depuis novembre 2022, après avoir été durant deux ans adjoint au directeur. Diplômé de l'École polytechnique et de l'École des Mines, il a débuté sa carrière en tant que chef du service Économie et entre-

prise de la direction régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS) de Normandie, de 2017 à 2020.

En tant que délégué aux territoires d'industrie, il conçoit et coordonne le déploiement du deuxième temps (2023-2026) de la mise en œuvre de ce programme interministériel visant à soutenir la réindustrialisation des territoires en apportant des réponses concrètes aux enjeux notamment de développement des compétences, d'accélération de l'innovation, de transition écologique et de disponibilité du foncier productif.



D.R.

Alexandre HEYTE

est diplômé de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Avocat au barreau de Paris, il est membre depuis 2019 de l'équipe de Philippe Druon, au sein du cabinet Hogan Lovells.

Il conseille les entreprises dans le cadre de procédures amiables et collectives et de restructurations financières.

Il assiste les débiteurs, les investisseurs et les actionnaires à tous les stades des procédures amiables ou judiciaires, mais aussi les repreneurs d'entreprises dans le cadre de plans de cession.

Il a traité, aux côtés de Philippe Druon, de nombreux dossiers complexes de restructuration financière, comme celui du groupe hôtelier AccorInvest, ainsi que plusieurs dossiers de reprise d'entreprises en difficulté dans le cadre de plans de cession ou en distressed M&A, comme Minelli ou encore Hamon.



D.R.

Arnaud LAGUZET

après avoir suivi un cursus en école d'ingénieur et avoir acquis une expérience au sein du groupe Legrand, a débuté sa carrière dans la fonction publique, en DRIRE, où il a successivement occupé des postes dans les domaines du contrôle technique, du développement industriel et de l'inspection des

installations classées.

Il rejoint le réseau des DIRECCTE (devenues DREETS (direction régionale des Entreprises, du Travail et l'Emploi et des Solidarités)) à leur création en 2010, en tant qu'adjoint, puis en tant que chef du service Entreprises et territoires. Il exerce en parallèle, de 2014 à 2016, les fonctions de commissaire au redressement productif dans la région Poitou-Charentes.

Nommé chef du service Industrie lors de la fusion des DIRECCTE des régions Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes, il suit les filières industrielles stratégiques dans la nouvelle région Nouvelle-Aquitaine.

Fort de sa connaissance de l'entreprise, il est nommé commissaire aux restructurations et à la prévention des difficultés (CRP) auprès de la préfète de la région Nouvelle-Aquitaine en 2020.



D.R.

Maeva LAMAND

est titulaire d'un master « Administration et action publique » de l'Institut d'études politiques de Grenoble, en 2017. Elle a, dans le cadre de son mémoire de fin d'études, commencé à s'intéresser aux liens entre politiques publiques et territoire à travers la question du zonage de l'éducation

prioritaire et le glissement des objectifs de cet outil de réduction des inégalités vers une recherche de performance dans une éducation devenue territorialisée. Les questions territoriales sont restées prégnantes dans son parcours. Ayant rejoint le ministère du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion, elle participe aux travaux d'évaluation de l'expérimentation des emplois francs (aide à l'embauche d'un résident d'un quartier prioritaire de la ville), dont le rapport est paru en 2019. Depuis 2020, elle travaille sur le dispositif de revitalisation des bassins d'emploi, une obligation territoriale qui incombe aux grandes entreprises dont les restructurations affectent, par leur ampleur, l'équilibre du ou des bassins d'emploi sur lesquels elles sont implantées.



D.R.

Jacques LE PAPE

est associé fondateur de CERES Partners. Il est également président du conseil d'administration de CCR depuis mai 2021 et est président du conseil de surveillance du fonds grec des participations depuis 2016.

Auparavant, il a été directeur financier du Fonds mondial à Genève, de 2018 à 2020.

Il a également exercé par le passé les fonctions de Secrétaire général du groupe Air France-KLM.

De 2007 à 2011, il a été directeur-adjoint du cabinet et conseiller auprès de Christine Lagarde, ministre chargée des Finances. Il a ensuite été nommé à l'Inspection générale des Finances. Auparavant, il avait été membre des cabinets de Thierry Breton au ministère chargé des Finances et de Dominique Perben successivement au ministère de la Justice, puis à celui des Transports. De 2000 à 2002, il a été chef du bureau de l'Aide publique au développement à la direction du Trésor, après avoir été rapporteur général adjoint du Conseil de la concurrence (devenu Autorité de la concurrence). Il a occupé auparavant des fonctions à la direction du Trésor et à l'Autorité de contrôle prudentiel. Il est membre du conseil d'administration de l'Institut d'études avancées de Paris et est vice-président trésorier de la section française de la Chambre internationale de commerce.

Il est ancien élève de l'École normale supérieure. Il est inspecteur général des Finances, actuaire et a obtenu un DEA à l'École d'économie de Paris.



D.R.

Emmanuel LEMAUX

a débuté sa carrière au sein du réseau des Finances publiques, où il a exercé pendant quatorze ans des missions économiques. Il a d'abord été affecté à la DGFIP pour participer à la gestion de différentes politiques communautaires. Puis, il a été affecté à la DRFIP du Centre-Val de Loire, où il a

assuré des missions de certification des comptes au titre de programmes communautaires cofinancés par le FEDER et le FSE. Toujours au sein de la DRFIP, il a été positionné plus avant dans le soutien aux entreprises en tant que Secrétaire permanent de la Commission des chefs des services financiers (CCSF) du Loiret, ainsi que du Comité départemental d'examen des problèmes de financement des entreprises (CODEFI), pendant plus de trois ans.

Fort de cette expérience, il a rejoint la DIRECCTE du Centre-Val de Loire en décembre 2016, où il a assumé la fonction de commissaire aux restructurations et à la prévention des difficultés des entreprises et a travaillé avec le réseau des GPA. Son action durant la crise sanitaire lui a valu d'être nommé chevalier de l'ordre national du Mérite, en mai 2021. Depuis janvier 2022, il est adjoint au chef de la mission de restructuration des entreprises au sein de la DGE.

Il est titulaire du master 2 « Administration et liquidation des entreprises en difficulté » de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (vice-major de la promotion 2018-2019), après avoir obtenu un an plus tôt le diplôme universitaire de droit des entreprises en difficulté de cette même université (major).

Il a écrit de nombreux articles sur l'accompagnement des entreprises en difficulté : « Le rôle de prévention du CRP », « La détection précoce des entreprises en difficulté », « Le plan d'action national sur l'accompagnement des entreprises en sortie de crise », « Transitions collectives : un nouvel outil au service des mutations économiques », « Les mesures du plan de résilience économique et sociale », « La procédure de sauvegarde accélérée vue par les créanciers ».

Jérémy LÉVÊQUE

est docteur en sciences de gestion et post-doctorant au centre de gestion scientifique (Mines Paris, Université PSL). Ses recherches portent en particulier sur les entreprises qui organisent leur gouvernance autour d'une « mission ». Il étudie notamment la question du contrôle de l'engagement en situation d'innovation et s'intéresse à la question de la formulation des missions, tant sur le plan théorique que pratique. En mars 2022, sous la direction de Blanche Segrestin et de Kevin Levillain, il a soutenu une thèse intitulée « Concevoir la mission comme un engagement génératif : enjeux, écueils et principes de formulation pour les sociétés à mission ».

Kevin LEVILLAIN

est professeur associé en sciences de gestion à Mines Paris, Université PSL. Il est cotitulaire de la chaire « Théorie de l'entreprise », avec Blanche Segrestin. Ses recherches portent sur les nouveaux cadres de gouvernance des entreprises en matière de responsabilité sociale et d'innovation. Il a publié en 2017 un ouvrage intitulé « L'entreprise à mission ». Il est désormais directeur scientifique de l'Observatoire des sociétés à mission, une qualité juridique nouvelle créée par le droit français des sociétés.



D.R.

Henri LOCQUEVILLE

est collaborateur au sein de l'étude FHBX : il est stagiaire dans le but d'intégrer la profession d'administrateur judiciaire. Diplômé de l'ESCP et titulaire du master 2 « Administration et liquidation des entreprises en difficulté » de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, il intervient dans les mandats

de procédures amiables et collectives.



D.R.

Pierre PELOUZET

est titulaire d'une maîtrise en sciences économiques et économétrie de l'Université d'Aix-Marseille (1982). Il est également diplômé de l'Institut supérieur de gestion (1988) et de l'INSEAD – Enterprise Leadership Program (2002), et est diplômé IFA-Sciences Po Paris Administrateur certifié (2012).

Il est vice-président et trésorier de l'association Pacte PME (depuis 2010), président de l'Observatoire des achats responsables (depuis 2013) et coanime le Comité de crise sur les délais de paiement (depuis 2020).

Il a commencé sa carrière en tant qu'ingénieur commercial chez Hitachi Biomedical, de 1988 à 1989. De 1989 à 2004, au sein du groupe Exxon Mobil, il a été responsable commercial et *marketing*, puis directeur Achats France, manager Achats stratégiques à la Nouvelle-Orléans, manager Achats stratégiques Environnement à Washington et directeur des achats Europe du Sud. Il a été ensuite directeur des achats du groupe Cegelec de 2004 à 2007, puis directeur des achats du groupe SNCF de 2007 à 2012, étant, en parallèle, président du Conseil national des achats de 2006 à 2012.

Par ailleurs, il est le créateur des Trophées des achats (2006), coauteur de la charte « Relations fournisseurs responsables » (2009), le créateur du label « Relations fournisseurs et achats responsables (2012) », l'auteur des préfaces de « La route des innovations » de Bernard Monnier (2013) et de « Les achats dans la gestion de projets » de Jean Bouverot (2010). De même, il a été contributeur au rapport Bourquin sur les relations entre donneurs d'ordres et sous-traitants dans le domaine de l'industrie et les retards de paiement (2013). Il est chevalier de l'ordre national du Mérite (2012) et de la Légion d'honneur (2016).

Gérard PFAUWADEL

a exercé à la direction du Trésor de 1976 à 1986. Il a ensuite assuré la présidence du MATIF de 1987 à 1996. Puis, il a travaillé au sein du groupe AGF de 1997 à 2002 et de X PM Transition Partners de 2002 à 2021. Il est président d'Unigestion AM depuis 2002 et conseiller national à la sortie de crise depuis juin 2021.

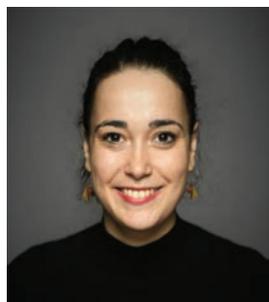


D.R.

Alice PROVENDIER

est chargée de projets pour le programme « Territoires d'industrie » depuis février 2021. Ancienne élève de l'École normale supérieure de Paris et diplômée de l'Institut régional d'administration de Lyon, elle a d'abord travaillé au service des musées de France du ministère de la Culture, de septembre 2017

à janvier 2021, avant de rejoindre l'Agence nationale de la cohésion des territoires. Au sein de la délégation nationale aux territoires d'industrie, elle coordonne les sujets d'ingénierie relatifs au développement industriel des territoires.

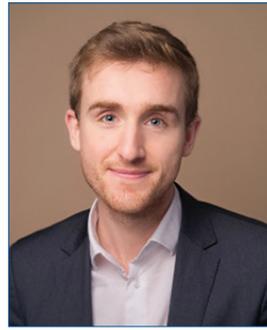


D.R.

Élodie QUÉZEL

est intrapreneuse publique. Elle pilote le dispositif « Signaux faibles » depuis la fin 2019, ayant pris la suite de Stéphanie Schaer, qui est aujourd'hui directrice interministérielle du numérique. Après avoir contribué, dès 2018, à l'expérimentation de ce dispositif en Bourgogne-Franche-Comté, elle en a

préparé le passage à l'échelle nationale. Diplômée de Sciences Po, elle est passionnée par le service public et l'entrepreneuriat. Après avoir observé sa mise en œuvre en Europe et en Asie, elle a construit une expertise sur les transformations par le numérique, en contribuant à la préfiguration et à la mise en place opérationnelle du GIP « Grande école du numérique ».



D.R.

Olivier REMY

est diplômé de l'École polytechnique et est ingénieur du Corps des mines. Il a exercé diverses fonctions dans l'industrie et a travaillé au sein du ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance. Il a notamment été impliqué dans le déploiement des politiques publiques d'aide

aux entreprises, d'abord pendant la crise du Covid-19, en tant que responsable du service économique de l'État en région Île-de-France (2019-2021), avant d'intervenir plus spécifiquement dans le domaine des restructurations au sein de la Délégation interministérielle aux restructurations d'entreprises (2021-2022). Il est aujourd'hui conseiller au sein du cabinet de Roland Lescure, ministre délégué chargé de l'Industrie, où il est en charge des restructurations et des filières aéronautique et navale.



D.R.

Blanche SEGRESTIN

est professeur en sciences de gestion à Mines Paris – Université PSL, où elle est titulaire de la chaire « Théorie de l'entreprise ». Ses recherches portent sur l'entreprise moderne, son pouvoir créatif et ses implications pour la gouvernance et le droit des sociétés. L'ouvrage « Refonder l'entreprise »

(qu'elle a coécrit en 2012, avec A. Hatchuel) a inspiré la forme juridique française de la société à mission.



D.R.

Didier SEPULCHRE de CONDÉ,

après des études juridiques, notamment au Collège d'Europe à Bruges, a effectué toute sa carrière dans l'industrie mécanique. Il y a exercé diverses fonctions avant d'occuper pendant dix ans le poste de CEO pour la région EMEA du groupe japonais NTN SNR (roulements et transmissions pour l'automobile, l'aéronautique, le ferroviaire et l'industrie).

Il a par ailleurs exercé des responsabilités au sein de la Fédération des industries mécaniques (FIM) et de la Fédération des équipementiers automobiles (FIEV). Il a également participé à plusieurs missions portant sur la filière automobile.



D.R.

Pascal THEVENIAUD, après un cursus en école d'ingénieur, a débuté sa carrière dans le réseau des DRIRE, où il a occupé successivement des postes dans le domaine technique des installations classées, puis dans celui du développement industriel, avant d'être nommé Secrétaire général de la DRIRE Languedoc-

Roussillon de 2003 à 2009 et d'être responsable qualité dans le cadre du projet de certification ISO 9001 de celle-ci.

Il a rejoint le réseau des DIRECCTE dès leur création, en 2010, pour exercer en tant qu'adjoint au chef du service Entreprises et médiateur des entreprises. Nommé commissaire aux redressements productifs en septembre 2012 par Arnaud Montebourg, il a également été chargé du suivi des filières santé et éco-industries et du volet PSE-Revitalisation. Nommé chef du service Développement territorial et tourisme au sein de la DREETS Occitanie en février 2017, il a pu compléter son approche économique du développement territorial par un volet régalien lié au déploiement des classements et marques d'État dans le domaine du tourisme.

Fort de sa connaissance de l'entreprise et de l'écosystème local, il a été nommé, en mars 2019, commissaire aux restructurations et à la prévention des difficultés (CRP), ainsi que référent unique investissement (RUI) auprès du préfet de la région Occitanie (pour les départements de l'est de cette région).



D.R.

Frédéric VISNOVSKY

est Médiateur national du crédit à la Banque de France. Il est à ce titre au cœur de la gestion de la crise de la Covid-19 et de ses conséquences, notamment à travers le pilotage et le déploiement d'un vaste plan d'accompagnement et de soutien aux entreprises confrontées à des difficultés

de financement, notamment dans leurs relations avec leurs banques. Parallèlement à ce mandat, il est également Secrétaire général adjoint de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR). En charge du volet Résolution, il est un expert national et international des crises bancaires et de leur gestion, à l'instar de celles de 2008 ou de 2011, à une époque où il était le responsable du contrôle bancaire. Expert de la réglementation bancaire depuis maintenant plus de trente ans, il a été l'instigateur de la mise en place des règles de contrôle interne à la fin des années 1990 et un acteur central dans les négociations internationales sur les réglementations Bâle 2 et Bâle 3.